

rendre compte qu'on lui a créé, là, un problème.

Les cultivateurs, à cause des promesses qu'on leur a faites, ont vendu leurs terres ou donné une option. Ils n'ont plus le droit de les cultiver. Depuis deux ans, ils ne tirent aucun revenu de leurs terres. Au fait, ils sont à manger le capital qu'ils possédaient. On leur a promis une situation et, maintenant, on leur dit qu'il n'y aura pas d'industrie avant cinq ou six ans pour leur donner une nouvelle situation. Ces gens-là vont être dans le chemin, complètement ruinés, et deviendront des chômeurs. C'est la situation qui nous est faite, et c'est pour ça que je dis que le ministre de l'Industrie a des responsabilités.

On ne doit pas faire de déclaration semblable. On ne doit pas créer une situation comme celle-là.

A Montréal, il y aura prochainement l'Exposition universelle. Or, j'ai essayé de faire comprendre au ministre qu'il n'était pas nécessaire de faire des travaux exorbitants. Il y a déjà là un aéroport; or, qu'on fasse donc immédiatement les travaux qui s'imposent pour le moderniser. La ville est prête à affecter un demi-million de l'argent de la municipalité de Saint-Jean pour les bâtisses. Il n'en coûterait que \$200,000 ou \$300,000 au gouvernement fédéral pour régler les expropriations. Savez-vous ce qu'il m'a répondu? Il m'a dit: Là, je n'ai pas de budget pour cela cette année; on y pensera l'année prochaine. Or, l'année prochaine, l'Exposition universelle aura eu lieu et on n'aura plus besoin de cela. C'est tout de suite qu'il faut agir. Ils ne veulent pas comprendre ça.

Mais pour la province de Québec, pour ma région, je suis convaincu que ce qui importe actuellement, ce n'est pas tellement de donner de l'argent aux industries, c'est de leur dire: on va vous donner des «facilités», des réserves, des exemptions d'impôt sur le revenu pour deux ou trois années, à condition que vous augmentiez le nombre de vos employés.

Quand une compagnie dit au ministre de l'Industrie: demain matin, nous engagerons 50 nouveaux employés, et qu'une autre dit: demain, nous prendrons 100 nouveaux employés, à ce moment-là, le gouvernement serait justifiable, avec la collaboration du ministre du Revenu national et du ministre de l'Industrie, de dire à ces gens-là: d'accord, on va accorder une exemption de 10, 15 ou 20 p. 100 selon l'importance de l'industrie, selon l'importance du rôle qu'elle va jouer.

Je n'ai pas voulu critiquer le ministre, c'est un nouveau ministre, comparativement à tous les autres ministères qui existent à Ottawa. Mais il est important, extrêmement

[M. Beaulieu.]

important. Or, qu'on lui donne des responsabilités et un budget; qu'on donne de l'autorité au ministre, que je considère comme un homme qualifié dans le domaine industriel; et qu'on lui donne des employés, des techniciens, et je conseille au ministre d'avoir des hommes d'affaires en plus des économistes et des chercheurs.

Il pourrait établir un programme qui devrait se réaliser, non pas dans 20 ans, mais cette année, et pour le programme de l'an prochain, j'espère qu'on verra d'autres postes que ceux qu'on voit là dans le budget. Ce ne sera pas un ministère qui distribuera simplement des octrois, mais un ministère qui donnera des emplois, des situations, et qui soulagera l'industrie. Les impôts qui, actuellement, paralysent l'expansion des industries existantes, empêchent les nouvelles industries de s'établir chez nous, et gênent les petites industries à tel point que plusieurs d'entre elles vont faire faillite parce qu'elles devront payer 1.8 p. 100 ou la moitié de la contribution exigée en vertu du Régime de pensions du Canada.

Il y a des petites industries qui vivent, et c'est tellement le cas que le patron touche un salaire à peine rentable. Vous vous rendez compte, à ce moment-là, que vous avez créé une situation impossible. On ne peut évidemment pas changer les lois qui ont un caractère général et qui s'appliquent à tout le monde, mais on devrait voir à ce que ces industries-là ne ferment pas leurs portes.

Pendant 10 ans, lorsque j'étais ministre à Québec—j'ai été critiqué—mais nous avons appliqué cette politique «de visite et de subside» à la petite industrie qui employait moins de 100 personnes. Et savez-vous que pendant 10 ans, il n'y a pas eu une seule faillite dans les petites industries que nous avons aidées. Certaines industries se sont développées depuis; d'autres sont devenues considérables, et une des industries à laquelle je m'étais attaché pendant 15 ans a été vendue dernièrement \$3,200,000, et ce parce que le propriétaire est mort. C'était un homme qui, il y a 16 ans, ne pouvait pas emprunter \$25,000 de la banque. Pourquoi a-t-il connu ce succès? C'est parce qu'on s'en est occupé, parce que le ministère s'en est occupé.

Je demande ceci au ministre. Dans son ministère, non seulement lui faut-il des technocrates, des techniciens, des hommes de recherches, mais il lui faut des experts-comptables, des ingénieurs qui devraient gratuitement aller donner les renseignements demandés dans l'industrie à travers tout le Canada. Cela, ce serait un service essentiel. Ces gens-là seraient payés par le gouvernement d'Ottawa et seraient à la disposition de ceux qui auraient besoin de leurs services.